

- 32 -

III. Sitzung

Donnerstag den 20. November 1941, 08.15 Uhr.

Es sind anwesend: 19 Kommissionsmitglieder.Dazu: Herr Bundesrat Pilet-Golaz, Vorsteher des  
eidg. Politischen Departements,

später:

Herr Bundesrat Kobelt, Vorsteher des eidg.  
Militärdepartements,Herr Bundesrat Stampfli, Vorsteher des eidg.  
Volkswirtschaftsdepartements.Entschuldigt: Die gleichen Kommissionsmitglieder wie gestern,  
sowie die Herren Abt, Gadiant und Vallotton.Vorsitz: Herr Nationalratspräsident Nietlispach.2. Orientierungen durch den Bundesrat (Fortsetzung).

Der Vorsitzende (Herr Nietlispach) begrüsst den Vorsteher des Politischen Departements und erteilt ihm das Wort zur Orientierung der Kommission über die politische Lage.

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral: Ce qui caractérise la situation internationale, c'est que les hostilités ont une tendance à se généraliser. La guerre, loin de se limiter, s'étend toujours à des pays nouveaux, à des peuples nouveaux. L'événement capital de l'année 1941 est la guerre du Reich contre l'U.R.S.S. qui a entraîné dans le conflit d'autres Etats, soit la Finlande, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, on peut même dire la Bulgarie. En Europe, sur 21 Etats (sans compter la Turquie et l'U.R.S.S.), 17 sont actuellement en guerre ou occupés; 4 seulement restent en dehors, soit l'Espagne et le Portugal, la Suède et la Suisse. La Suède et la Suisse affirment une politique de neutralité et entendent l'observer. La neutralité de la Suède est occasionnelle, la nôtre est traditionnelle.

Le sort a toujours été favorable aux armées allemandes sur terre. Partout elles ont remporté des succès incontestables, sans rencontrer sur terre un adversaire capable de les tenir en échec. L'Angleterre le reconnaît pleinement, ainsi que cela ressort d'un des derniers discours de M. Churchill. Tout récemment encore, en réponse au discours du trône, le Premier



anglais n'a laissé aucun doute sur l'impossibilité de créer un front sur terre. Cela ne signifie pas que l'Angleterre s'avère impuissante de manière générale; elle cherche encore à gagner du temps. Sa façon de conduire la guerre consiste à appliquer le blocus sur mer et sur divers continents. Elle a commencé par le blocus à l'ouest qui a été poursuivi au sud (plus bas que la Tunisie, l'Algérie et le Maroc). Elle l'a continué au nord avec l'aide des Etats-Unis depuis 1941; ce sont les pays anglo-saxons qui ont occupé le Groenland, l'Islande et le Spitzberg. L'alliance avec les Soviets, l'occupation de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran ont permis de fermer le cercle. On peut dès lors constater qu'après deux années de guerre, l'Axe est maîtresse du continent européen, tandis que les puissances anglo-saxonnes ont réalisé un système de blocus presque sans fissure.

Pour l'Europe, il en résulte une situation très inconfortable. Elle se trouve réduite à ses propres ressources; jusqu'à ce que celles de la Russie européenne puissent être exploitées, il s'écoulera encore des années. L'Europe est donc obligée de se replier sur elle-même. Elle est menacée de la faim, ainsi que de maladies physiques et morales. La Suisse qui se trouve au centre de l'Europe ne peut échapper aux conséquences de cet état de choses; on peut les atténuer, mais nous ne pourrions jouir longtemps encore de notre position spéciale. Si la situation a cessé d'être dangereuse militairement parce que nous ne nous trouvons plus dans la zone stratégique, elle n'en reste pas moins critique au point de vue politique. De ce côté, nous nous trouvons en effet très menacés. La notion de la neutralité est de plus en plus ignorée ou méconnue. De tous les Etats d'Europe, seules la Suède et la Suisse sont neutres. Chez les belligérants, les passions l'emportent sur la raison et on ne comprend guère ceux qui veulent être neutres. On les accuse d'indifférence ou même d'hostilité. La neutralité juridique conformément à la Convention de La Haye, qui ne connaît que des dispositions militaires, est trop limitée pour faire face à la situation actuelle. La guerre n'est pas seulement militaire, elle est devenue économique, idéologique. De ce fait, nous devons pratiquer une politique de neutralité. Le Gouvernement suisse est toujours très soucieux, d'observer cette politique de neutralité. Il en découle pour nous des difficultés, comme c'est aussi le cas pour la Suède. M. Pilet-Golaz lit quelques extraits des dernières déclarations du Ministre des Affaires Etrangères de Suède au Riksdag.

Si notre situation est critique au point de vue politique, économiquement nous sommes menacés gravement; c'est notre point faible parce que nous avons affaire au blocus et au contre-blocus; il est extrêmement difficile d'obtenir des allègements. Ceux-ci sont seulement possibles s'ils sont consentis par les deux groupes de belligérants. Notre politique extérieure économique est presque à la recherche de la quadrature du cercle. Il faut gagner pour nous les belligérants qui se battent farouchement entre eux. Si jusqu'à cet été, nous avons pu pallier dans une certaine mesure les difficultés en cherchant de nouveaux débouchés,

ce sera impossible dorénavant: l'Europe se trouve terriblement appauvrie. L'orateur cite, entre autres, le cas de la Finlande où la situation alimentaire est critique pour ne pas parler de la Grèce où elle est effroyable. Au milieu de cette Europe appauvrie, nous ne pouvons espérer trouver une compensation à ce que nous avons perdu outre-mer; néanmoins, il faut vivre et pour cela nous dépendons de l'Axe qui peut nous abattre économiquement sans même nous battre. C'est pourquoi la Suisse doit tâcher d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins de l'Axe. Avec l'Italie, ces relations sont, en fait, bonnes. Notre voisine du sud est très bienveillante pour nous, notamment quant aux problèmes économiques, mais l'Italie est sensible - c'est un pays latin et qui souffre matériellement et moralement. Nos relations avec l'Allemagne sont moins bonnes; politiquement elles sont très correctes, mais leur climat est plutôt tiède, l'atmosphère n'est pas chaleureuse. Elles se sont incontestablement refroidies depuis la campagne de Russie. Il n'a pas échappé aux Allemands qu'une partie de la population suisse se réjouit intérieurement des difficultés qu'ils rencontrent en Russie. Ils savent pourtant que nous ne sommes pas du tout communistes; dès lors ils en concluent que cette réaction psychologique s'explique par défaut de germanophilie. Cela pèse sur nos rapports et les rend délicats. On nous reproche de nous placer hors de la communauté européenne. Nous risquons qu'on nous dise un jour: "Si vous ne voulez pas entendre parler de cette communauté, vivez comme vous voulez, mais vivez aussi comme vous pouvez." Il va sans dire que les conséquences d'une pareille attitude pourraient être extrêmement graves pour notre pays.

Comment devons-nous chercher à écarter ce danger:

1) Nous devons nous efforcer de penser toujours "suisse". Nous ne devons pas faire ce qui plaît aux uns ou déplaît aux autres, mais uniquement ce qui est dans l'intérêt de la Suisse. C'est de l'égoïsme, oui, mais la politique étrangère d'un Etat doit toujours être nationale d'abord. C'est ce qu'on appelle l'égoïsme sacré.

2) Nous tâchons de nous rendre utiles chaque fois que l'occasion se présente et pour chacun, sans distinction politique. Nous faisons cela en assumant la défense des intérêts étrangers qui sont confiés à notre pays; c'est la tâche de la Division des Intérêts étrangers du Département Politique. Le travail de cette Division est apprécié, aussi bien par les uns que par les autres. Après avoir nommé quelques-uns des pays dont la Suisse défend les intérêts actuellement, M. Pilet-Golaz fait entendre que nous pourrions avoir à assumer encore d'autres intérêts plus considérables. C'est là un moyen précieux de maintenir de bonnes liaisons avec chacun; en le faisant, nous gardons ouverte la voie de la paix et le salut de notre pays c'est la paix. Il est aussi réjouissant de constater la confiance qu'ont en nous les belligérants.

Il faut faire plus encore sur le champ humanitaire. Le devoir de notre pays est d'être là où l'on souffre. Dans ce

domaine, il n'existe pas de considérations politiques. Il existe uniquement des considérations charitables. Le seul critère pour la Suisse doit être: est-ce qu'on souffre - oui - alors j'y vais. C'est la raison pour laquelle il a été envoyé une mission sanitaire sur le front russe qui a pour tâche d'être utile tout aussi bien aux blessés russes qu'aux blessés allemands. L'orateur ajoute qu'il étudie actuellement les possibilités de faire quelque chose de semblable pour la Grèce où, à la suite des dernières hostilités, il y a encore nombre de blessés qui ne peuvent être soignés. La réalisation du projet est délicate parce qu'il faut compter avec diverses susceptibilités, c'est pourquoi il ne faut pas que cette action prenne le caractère d'un geste politique; elle ne doit avoir qu'un caractère humanitaire. Après il y aura encore d'autres pays dont le tour viendra. Nous ne voulons le faire ni avec marchandage, ni avec éclat, ni dans un but politique, mais uniquement en demeurant fidèles à nos traditions de charité.

3) Enfin, nous devons maintenir notre cohésion entière. Si nous ne sommes pas unis, nous risquons le pire. Dernièrement, notre baromètre diplomatique est tombé brusquement des deux côtés, du fait que certains se comportaient chez nous comme si nous ne pouvions pas supporter de sacrifices plus grands. A l'étranger, on est enclin à en tirer la conséquence que le peuple suisse n'est pas capable d'une résistance morale suffisante. Heureusement, nous n'en sommes pas là. Certes, nous continuerons à discuter les uns avec les autres, mais nous le ferons dans un esprit de fraternité, sans user de tons discordants qui prêteraient à des interprétations fâcheuses au delà de nos frontières. Ce n'est pas aux uns plutôt qu'aux autres que s'adressent ces paroles, mais à tous les démagogues de quelque camp politique qu'ils soient. Si l'on est convaincu que nous sommes capables de résister, personne ne pensera à nous faire violence, ni militairement, ni économiquement. Donnons dès lors l'impression que nous sommes unis, pas d'accord sur tout bien entendu, mais que nous discutons fraternellement les uns avec les autres.

Notre but principal est de garantir la liberté et l'indépendance du pays. Pour y arriver, faisons une politique de neutralité active et compréhensive envers tous. Soyons prêts à l'entraide internationale et prêts à supporter les sacrifices que l'avenir exigera de nous avec sang-froid et courage.

Herr Grimm: Herr Bundesrat Pilet-Golaz hat die politische Lage mit zutreffenden Worten gezeichnet. Die Schwierigkeiten für unser Land werden noch wachsen. Die Teuerung, die 30 % bereits überschritten hat, wird steigen. Die Versorgung mit Rohmaterialien stockt und die letzten Vorräte gehen ihrem Ende entgegen. Trotz dieser düstern Aussichten sieht man kein Zurückgehen der Ueberzeitarbeit oder der Nacharbeit in den industriellen Unternehmungen. Solange man profitieren kann, wird profitiert, und wenn das so weiter geht, wird umso rascher die Situation eintreten, dass wir nichts mehr haben. Ist hier

nun wirklich die Einsicht des Schweizervolkes, an die der bundesrätliche Redner appelliert hat, vorhanden? Es stimmt bedenklich, wie sehr noch die Erkenntnis mangelt, dass wir heute auf lange Sicht disponieren müssen.

Wohl honoriert Deutschland die Unterschrift, die es unter seine Handelsabkommen gesetzt hat. Doch ist deswegen noch nicht gesagt, dass wir alles, was man uns liefert, auch ins Land hereinbringen. In zunehmendem Masse macht sich der Mangel an Transportmitteln bemerkbar. Es ist vielleicht der grösste kriegswirtschaftliche Fehler, der begangen wurde, dass die Schweizerischen Bundesbahnen keine Kriegsvorsorge in bezug auf das Rollmaterial getroffen haben.

Der Krieg entwickelt sich immer mehr zu einem Kampf von Kontinent zu Kontinent. Unter diesen Umständen wird man vielleicht von uns verlangen, dass wir Farbe bekennen. Erweisen wir uns nicht willig, so wird man uns deshalb wohl noch nicht den Krieg erklären, aber die Zufuhren an Rohmaterialien sperren. Der Redner bedauert in diesem Zusammenhang, dass bis heute noch keine wirtschaftliche Sonderdelegation nach England entsandt worden ist. Es müssen geeignete Leute nach London, um dort wirtschaftlich für uns zu arbeiten, "unbekümmert darum, ob dies Herrn Minister Thurnheer passt". Bereits hat England gegenüber der Schweiz eine Sperre in bezug auf die industriellen Rohstoffe erlassen. Sollte dieser Zustand andauern, so drohen uns ernstliche Versorgungsschwierigkeiten auch von dieser Seite her.

Das Erste, was wir in dieser Situation tun müssen, ist eine strengere Bewirtschaftung der vorhandenen Rohstoffe. Auf diesem Gebiete mangelt es heute stark an Koordination. Sodann müssen wir uns vorsehen, dass wir, falls sich die Lage noch verschlimmern sollte, ein starkes und geeintes Volk vor uns haben. Dafür ist unerlässlich, dass man endlich auch der Arbeiterschaft die politische Gleichberechtigung durch Erweiterung der Regierungsbasis einräumt. Die "innenpolitische Engstirnigkeit", die in gewissen bürgerlichen Kreisen noch besteht (z.B. Regierungsratswahlen in Neuenburg), ist "zum Verzweifeln". Glaubt man denn, dass bei einer Verschärfung der Situation mit schönen Reden und Aufrufen an die Arbeiterschaft alles getan sei? Wenn man es mit dem Lande gut meint, muss man jetzt die nötigen Massnahmen treffen, um der arbeitenden Bevölkerung die ihr längst gebührenden Rechte zu verschaffen. Andernfalls befürchtet der Sprechende schädliche Auswirkungen für das Land; nicht, wie oft gesagt wird, eine Wiederkehr der innenpolitischen Ereignisse des Jahres 1918, sondern, was schlimmer wäre, einen Zusammenbruch oder ein Auseinanderfallen des Ganzen.

Herr Oprecht wünscht an den Vorsteher des Politischen Departements verschiedene Fragen zu richten. In der Pariser Presse erschien kürzlich eine Meldung, wonach sich alt Bundesrat Musy in offiziöser Mission in Frankreich aufgehalten habe. In dieser Form ist der Nachricht kaum Glauben zu schenken. Dagegen ist es eine Tatsache, dass Herr Musy immer noch einen Diplomatenpass besitzt und gestützt auf diesen bei seinen Reisen im Ausland

den Eindruck offiziöser Missionen erweckt. Weshalb hat sich der Bundesrat angesichts der jüngsten politischen Tätigkeit von Herrn Musy noch nicht dazu entschliessen können, diesem den Diplomatenpass zu entziehen?

Gewisse Presseagenturen, die von Schweizern im Ausland betrieben werden, richten heftige Angriffe gegen General Guisan. In diesem Sinne tut sich namentlich der Schweizer Burri in Budapest hervor. Hat das Politische Departement nicht die Absicht, wegen dieser landesfeindlichen Tätigkeit bei den Regierungen der Staaten, auf deren Gebiet sich die Agenturen befinden, vorstellig zu werden?

In der Times erschien unlängst ein Artikel über das Verhältnis der neutralen Staaten zur neuen Ordnung auf dem Kontinent. Es würde den Sprechenden interessieren, zu erfahren, ob dieser Artikel mit dem Aufenthalt von Professor Burckhardt in England im Zusammenhang steht. Hat Herr Prof. Burckhardt dort noch eine andere Mission als die des Roten Kreuzes?

Es wird behauptet, dass im Zusammenhang mit der Errichtung einer neuen Ordnung in Europa die deutsche Regierung einen Schritt in der Schweiz unternommen habe, um unsere Presse gleichzuschalten. Man hätte gedroht, unsere Konsulate im Reiche zu schliessen, wenn die Schreibweise der Presse nicht freundschaftlicher werde. Kann der Vertreter des Bundesrates eine Erklärung hierüber abgeben?

M. Crittin remercie M. le conseiller Pilet-Golaz de son exposé sobre, mais très conséquent. Il déclare pouvoir adhérer de coeur et d'esprit à la politique étrangère du Conseil fédéral. Cependant, un fait l'a frappé, à savoir l'insistance que M. Pilet-Golaz a mise à proclamer l'union du peuple suisse. Il a déclaré qu'à un moment donné, par suite de critiques trop violentes qui s'étaient fait entendre à l'intérieur du pays, immédiatement la Suisse aurait souffert sur le plan diplomatique. Cette nécessité d'union de notre peuple est-elle alors compatible avec l'exclusivisme qui règne dans notre politique intérieure. L'orateur regrette qu'un des plus grands partis, soit le parti socialiste, continue à être exclu du Conseil fédéral. Il se déclare nettement pour la participation des socialistes au Gouvernement, non pas par sympathie pour eux, mais pour réaliser cette union qui semble si nécessaire.

En se référant aux remarques de M. Oprecht au sujet du passeport diplomatique de M. Musy, l'orateur prie instamment le représentant du Conseil fédéral de revoir ce cas et de faire le nécessaire, pour que ce passeport soit retiré au besoin.

Herr Bratschi unterstützt die Bemerkungen von Herrn Grimm über die mangelnde Vorsorge an Eisenbahnmateriale. Es fehlt aber nicht nur an Materiale, sondern auch an Personal. Unter den Verhältnissen, wie sie gegenwärtig bestehen, wird der Verkehr auf die Länge nicht aufrechterhalten werden können. Dies ist die Folge der falschen Verkehrspolitik, die in den letzten 20 Jahren gemacht wurde.

Der Redner möchte unterstreichen, was Herr Bundesrat Pilet-Golaz am Schlusse seiner Ausführungen gesagt hat, nämlich dass das Wohl des Landes weitgehend von der innern Haltung unseres Volkes abhängen wird. Um diese Haltung zu gewährleisten, darf das Volk nicht die Ueberzeugung haben, dass gewisse Kreise Kriegsgewinne machen, während andere darben. Auch sollte der Bundesrat nicht zögern, gegen jede Art Agitation, die sich für die Geschlossenheit des Volkskörpers schädlich erweist, einzuschreiten, so namentlich gegen die Hetze des Bundes der Subventionslosen (Elefant).

Herr Huber: Weil sich die unmittelbare Kriegsgefahr von unsern Grenzen entfernt hat, glaubt man vielerorts, man könne wieder Innen- und Wirtschaftspolitik nach alten Methoden treiben. Wenn dies so weitergeht, wird man mit Aufrufen zur Einigkeit nichts erreichen. Man muss die Einigkeit betätigen. Hiezu bedarf es eines Verzichtes der wirtschaftlich Privilegierten. Von einem solchen Verzicht ist bis heute sehr wenig zu sehen. Die Behörden ergehen sich in Ungeschicklichkeiten auf dem Steuergebiet und die Regierungsparteien fahren fort in der bisherigen verblendeten Politik gegenüber der Sozialdemokratie. Am meisten Verständnislosigkeit für die Situation besteht leider in der welschen Schweiz. Sie ist leider in ihrer quasi Gesamtheit ein Zeichen dafür, dass man immer noch glaubt, mit einem Parteienregiment durchzukommen. Wir werden in wenigen Wochen den Entscheid über die sozialistische Initiative über die Volkswahl des Bundesrates fällen müssen. Die Situation ist verfahren. Verantwortlich hiefür ist der Bundesrat, der es abgelehnt hat, einen annehmbaren Gegenvorschlag aufzustellen. Durch die Schaffung solcher Lagen bereitet man das Feld vor, auf dem eine Saat aufzugehen droht, die uns ungemütlich werden kann. Man besorgt die Geschäfte der Demagogen, vorab die des Herrn Duttweiler, der in dieser Richtung eine besonders gefährliche Tätigkeit entfaltet. Der Sprechende hofft gerne, dass es nicht zu spät sein möge für eine richtige Verständigung.

M. Perret a suivi avec un vif intérêt l'exposé de M. Pilet-Golaz sur la situation politique de notre pays. Il est très heureux de connaître l'intention du Conseil fédéral d'entreprendre une oeuvre de secours en faveur de la Grèce et il tient à remercier dès à présent M. Pilet-Golaz des efforts qu'il voudra faire dans ce sens.

L'orateur a la certitude que la place d'un conseiller fédéral n'est pas une sinécure et n'est guère enviable par les temps qui courent. Si le parti socialiste veut être représenté au Gouvernement, ce n'est pas pour en retirer des avantages personnels ou matériels. Au contraire, si, comme on le dit, nous voulions placer notre parti au-dessus du pays, nous ne rechercherions pas cette participation qui risque de nous causer bien des difficultés, mais c'est parce que nous voulons placer le pays au-dessus du parti que nous la demandons. La situation actuelle où la classe ouvrière est exclue du Gouvernement provoque un

profond malaise. Réalisons donc la collaboration complète; s'il est vrai que certains voisins ne la verraient peut-être pas avec plaisir, ils ne nous envahiront certainement pas à cause de cela, mais nous épargneraient d'autant plus à cause de notre cohésion.

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral, tient à répondre à certaines remarques qui ont été formulées au cours de la discussion.

Quant aux questions de M. Oprecht, il ne cache pas qu'il est très déçu de constater une fois de plus combien on est toujours prêt chez nous à prendre au sérieux certains "ragots" qui courent les rues et dont l'in vraisemblance devrait pourtant apparaître sans plus.

Il va de soi que M. Musy, ancien conseiller fédéral, n'a été chargé d'aucune mission officielle ou officieuse lors de son dernier séjour en France. Il a fait un voyage purement privé. Ce n'est qu'au moment où un journal de Paris a dit qu'il se trouverait en voyage officieux et qu'il aurait donné une interview que les esprits se sont enflammés. M. Musy a tout de suite écrit au Chef du Département Politique pour l'informer qu'il n'avait accordé aucune interview et qu'il était prêt à lui fournir toutes les explications voulues. Pour ce qui est du passeport diplomatique de M. Musy, le Conseil fédéral n'hésiterait certainement pas à le lui retirer s'il faisait usage de ce document dans un but contraire à la neutralité de la Suisse.

Depuis des semaines, le Département Politique intervient à l'étranger pour faire cesser l'activité que déploie le nommé Burri au détriment de notre pays. Malheureusement ces démarches s'avèrent assez difficiles, l'agence de presse dont il s'agit n'ayant qu'un siège fictif à Budapest, tandis que les tracts proviennent d'ailleurs.

M. Oprecht a cité un récent article du "Times" qui traitait de la participation des Etats européens au nouvel ordre du continent. A ce sujet, il doit être déclaré que jamais aucune pression n'a été faite concernant le caractère qu'aurait ce nouvel ordre. En outre, nous n'avons jamais reçu de note de la part du Gouvernement allemand mêlant aux questions de presse celle de l'existence de nos Consulats dans le Reich ou dans les territoires occupés. Si, récemment, nous avons été obligés de fermer un certain nombre de postes dans les régions occupées, il s'agissait d'une mesure frappant tout aussi bien d'autres pays que la Suisse. Pour ce qui est de notre poste à Paris, nous avons même rencontré une bienveillante compréhension.

M. Oprecht demande si M. Burckhardt remplit à Londres une mission politique à côté de celle de la Croix-Rouge. Je me refuserai toujours catégoriquement à donner des explications sur l'activité du Comité International de la Croix-Rouge. Je n'entends pas, pour répondre à des "bobards", compromettre l'activité de cette institution qui se trouve au-dessus de la politique. Le Comité International de la Croix-Rouge est dirigé par un homme des plus pointilleux quant à la neutralité, le Professeur Max Huber. Je m'oppose à mêler ce Comité à nos débats.



- 40 -

On veut toujours voir des menaces là où elles n'existent pas. On colporte comme fruits de prétendus rapports des absurdités et quelquefois des mensonges. Je suis bien placé pour démentir tout cela; dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, il n'y a aucun bienfondé. Ces bruits empoisonnent de suspicion l'atmosphère.

M. Grimm parle de la nécessité d'envoyer une mission économique en Angleterre. - Je peux assurer M. Grimm que si aucune délégation n'est partie, ce n'est pas parce que M. le Ministre Thurnheer s'y oppose; il y a d'autres raisons et M. Thurnheer est hors de cause. Aux autres remarques de M. Grimm, qui sont d'ordre économique, je laisse à M. le conseiller fédéral Stampfli le soin de répondre. Tout ce que je peux déclarer personnellement à ce sujet, c'est que dès le début de la guerre, j'ai toujours été partisan des restrictions les plus sévères pour que nous puissions faire vie qui dure.

Il n'appartient pas au Chef de la politique extérieure de débattre les questions de notre politique intérieure. Il doit rester aussi éloigné que possible de cette politique. Je me bornerai donc à ne dire que quelques mots à ce sujet. L'esprit de collaboration qui donnerait aux socialistes l'accès au Gouvernement devrait se manifester par une juste appréciation des efforts considérables qui ont été faits pour conduire notre pays à travers les difficultés des temps actuels. Y a-t-il en Europe, à part l'Allemagne totalitaire, un pays qui ait été aussi bien préparé à la défense nationale et à l'économie de guerre que le nôtre? Dans le domaine financier, les impôts sont lourds et le resteront, mais toutes les ressources du pays doivent être mises à la disposition de la communauté. C'est par là que nous pourrions défendre notre monnaie et éviter au pays le malheur que serait l'inflation.

On nous dit que si nous prêchons l'union, il faut montrer l'exemple en faisant représenter tous les grands partis au Gouvernement, à quoi je réponds: Vous aussi, montrez l'exemple; ne liez pas l'existence du pays à une question qui vous tient à coeur, mais qui pour l'instant du moins est de seconde importance. En sacrifiant momentanément un désir ardent au bien du pays, vous fournirez la meilleure preuve que vous êtes mûrs pour entrer au Gouvernement.

1. Massnahmen zum Schutze des Landes. Fünfter Bericht

des Bundesrates (Fortsetzung).

F. Volkswirtschaftsdepartement (Fortsetzung).

Nr.202 BRB vom 17. April 1941 über den Arbeitseinsatz bei Bauarbeiten von nationalem Interesse.

Herr Müller-Aarberg berichtet über diesen Beschluss; zu seiner Durchführung bedurfte es des Erlasses verschiedener Verfügungen.

In Art. 6 wird dem eidg. Volkswirtschaftsdepartement das Recht eingeräumt, auf den Bauplätzen zu prüfen, ob Unterkunft und Verpflegung der Arbeitskräfte sowie die hygienischen und sanitären Einrichtungen befriedigen. In der II. Sektion wurde der Antrag gestellt, es möchte die Bestimmung dieses Artikels zwingend gestaltet werden. Die Sektion will aber von einem Änderungsantrag absehen. Hingegen bekundet sie den Wunsch, das Volkswirtschaftsdepartement möge von seinem Kontrollrecht einen möglichst ausgedehnten Gebrauch machen.

Unter Abgabe dieser Erklärung beantragt die Sektion II Genehmigung.

In diesem Sinne wird diskussionslos beschlossen.

Nr.211 BRB vom 13. Juni 1941 über die Versicherung der Besatzung der schweizerischen Seeschiffe gegen Unfall und Krankheit.

M. Perret propose au nom de la IIème section d'approuver cet arrêté. Le rapporteur se déclare cependant surpris de ce que la Caisse national suisse d'assurance en cas d'accidents, à Lucerne, n'ait pu s'occuper de cette assurance.

Herr Bundesrat Stampfli: Die Schweizerische Unfallversicherungsanstalt in Luzern befasst sich grundsätzlich nicht mit Versicherungen im Ausland, um dort keine kostspielige Organisation aufziehen zu müssen. Versicherungsnehmer der SUVA, die sich beruflich ins Ausland begeben, schliessen daher spezielle Versicherungen mit Privatgesellschaften ab. Auch hinsichtlich der Besatzung schweizerischer Seeschiffe wäre die Schaffung einer Versicherungsorganisation im Ausland viel zu teuer im Verhältnis zu den wenigen in Betracht kommenden Fällen.

Dem Antrag auf Genehmigung wird zugestimmt.

Nr.212 BRB vom 13. Juni 1941 über die Einführung der Bewilligungspflicht für Transporte von für die Landesversorgung wichtigen Gütern.

Herr Keller-Reute beantragt namens der Sektion III Genehmigung.

In diesem Sinne wird diskussionslos beschlossen.

Nr.225 BRB vom 24. Juli 1941 betreffend Abänderung des Bundesratsbeschlusses vom 17. April 1941 über den Arbeitseinsatz bei Bauarbeiten von nationalem Interesse.

Herr Müller-Aarberg beantragt namens der Sektion III Genehmigung.

In diesem Sinne wird diskussionslos beschlossen.

Nr.226 BRB vom 4. September 1941 über die Anpassung der Arbeitszeit an die Bedürfnisse der Kriegswirtschaft und des Arbeitsmarktes.

Herr Oprecht beantragt namens der Sektion III Genehmigung.

Die Kommission stimmt dem Antrag widerspruchslos zu.

Nr.227 BRB vom 5. September 1941 über Massnahmen zur Verwertung der Kernobsternte 1941 und Versorgung des Landes mit Tafel- und Wirtschaftsobst.

Herr Keller-Reute beantragt namens der Sektion III Genehmigung.

Die Kommission beschliesst in diesem Sinne.

Nr.231 BRB vom 13. September 1941 über die Gewerbehilfe durch die gewerblichen Bürgschaftsgenossenschaften.

Herr Bachmann beantragt namens der Sektion III Genehmigung.

Die Kommission stimmt dem Antrag oppositionslos zu.

Nr.232 BRB vom 19. September 1941 über die Abänderung der Lohnersatzordnung.

Nr.233 BRB vom 19. September 1941 über die Abänderung der Verdienstersatzordnung.

Herr Oprecht beantragt namens der Sektion III Genehmigung dieser beiden Erlasse, die materiell zusammengehören.

Die Kommission beschliesst im Sinne dieses Antrages.

Nr.235 BRB vom 7. Oktober 1941 über die Aufbringung der Mittel für die Lohnausfallentschädigungen an Wehrmänner sowie für die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosenfürsorge.

Herr Oprecht berichtet namens der Sektion III über diesen Erlass, dem weittragende Bedeutung zukommt. Kompetenzmässig gehört er ebenso sehr in das Finanzdepartement wie in das Volkswirtschaftsdepartement. Es handelt sich um ein Provisorium, mit dem vorerst Erfahrungen gesammelt werden sollen.

Nach Art. 11 bestimmt im Zeitpunkt der Aufhebung des Beschlusses der Bundesrat über die Verwendung der Mittel des Ausgleichsfonds. Die Sektion wünscht, dass der Bundesrat dies-

bezüglich eine Erklärung abgebe, wonach diese Mittel nur für soziale und nicht für fiskalische Zwecke verwendet werden dürfen.

Unter dieser Voraussetzung beantragt die Sektion III Genehmigung.

Herr Rohr kann sich mit der Vorlage nicht befreunden, weil sie die vorhandenen Mittel Zwecken dienstbar machen will, die in der Zukunft liegen, statt sie für dringliche Bedürfnisse der Gegenwart einzusetzen, wie namentlich die Hilfe an kinderreiche Familien. Der Redner verkennt die Notwendigkeit der Vorsorge für die Arbeitslosigkeit nicht, glaubt aber, dass dem Familienschutz unter den heutigen Umständen der Vorrang gebührt.

Herr Huber erblickt in diesem Beschluss eine Zweckentfremdung der wider Erwarten hoch aufgelaufenen Mittel der Lohnausgleichskassen. Man geht über das hinaus, was im Bereiche der Vollmachten liegt, indem man nicht mehr von der Kriegszeit, sondern von der Kriegskrisenzeit spricht. Es wäre richtiger gewesen, wenn man die Zahlung weiterer Beiträge eingestellt oder die Beiträge reduziert hätte. In keinem Fall kann sich der Redner mit der Bestimmung von Art. 11 einverstanden erklären, wonach im Aufhebungsfall der Bundesrat über die Verwendung der Mittel entscheiden soll. Nach unserem Budgetrecht hat nicht der Bundesrat, sondern die Bundesversammlung über Millionenbeiträge zu verfügen. Ein Abänderungsantrag hiezu bleibt vorbehalten.

Herr Keller-Aarau kann dem Bundesratsbeschluss gleichfalls nicht zustimmen. Er vertritt die Auffassung, man hätte sich an die Beschlüsse halten sollen, die früher gefasst worden sind, und wonach bei Ueberschüssen der Kasse die Reduktion der Beiträge vorgesehen war.

Herr Keller stellt den Antrag auf Verschiebung der Behandlung dieses Beschlusses.

Herr Bundesrat Stampfli kann sich mit der Verschiebung einverstanden erklären. Der Bundesratsbeschluss stammt aus der "Küche" des Finanzdepartements. Indessen möchte er bitten, die Angelegenheit nicht auf die lange Bank zu schieben. Veranlassung zum Beschlusse hatte namentlich die Tatsache gegeben, dass die Kantone und die Arbeitgeber ihre Beiträge nicht mehr entrichten wollten, womit der Grundsatz der Parität der Kassen in Frage stand.

Was den Familienschutz anbelangt, so sind gegenwärtig von Seiten verschiedener Unternehmerorganisationen Bestrebungen in dieser Richtung auf paritätischer Grundlage im Gange. Eine Lösung, wie sie Herr Rohr befürwortet, hätte diese begrüßenswerten Bestrebungen wieder erstickt.

Herr Oprecht wünscht eine rasche Behandlung der Angelegenheit, da seit dem 1. Juli sowohl der Bund wie die Kantone ihren 4 %igen Beitrag an die Lohn- und Verdienstauegleichskassen nicht mehr entrichten.

- 44 -

Nach einer weitem Diskussion, an der sich neben dem Vorsitzenden mit kurzen Voten die Herren Bratschi und Huber beteiligen, wird gemäss Antrag Keller-Aarau beschlossen, die Behandlung des Bundesratsbeschlusses auf eine spätere Sitzung zu verschieben. Diese Sitzung soll auf einen Zeitpunkt nach der bevorstehenden Parlamentssession angesetzt werden.

#### B. Departement des Innern.

---

Nr.204 BRB vom 6. Mai 1941 betreffend Erhöhung der Bussen für verbotene Abholzungen.

Nr.216 BRB vom 8. Juli 1941 betreffend die Durchführung einer eidgenössischen Volkszählung im Jahre 1941.

Nr.224 BRB vom 16. August 1941 über die Ausübung der Jagd im Jahre 1941.

Nr.230 BRB vom 13. September 1941 über die Ergänzung des BRB über die Ausübung der Jagd im Jahre 1941.

Herr Stähli teilt mit, dass die Sektion I diese vier Vollmachtenbeschlüsse in ihrer Sitzung vom 18. November 1941 vorberaten habe. Sie beantragt für alle Beschlüsse Genehmigung.

Die Kommission stimmt diesem Antrag diskussionslos zu.

#### C. Justiz- und Polizeidepartement.

---

Nr.206 BRB vom 13. Mai 1941 über die Verlängerung der Antragsfrist für Versicherungs- und Kreditgenossenschaften betreffend Weitergeltung des alten Rechts.

Nr.214 BRB vom 25. Juni 1941 betreffend ausserordentliche Massnahmen auf dem Gebiet des gewerblichen Rechtsschutzes.

Nr.218 BRB vom 24. Juli 1941 über die vorübergehende Verstärkung des eidgenössischen Versicherungsgerichts.

Nr.219 BRB vom 29. Juli 1941 betreffend Strafbestimmungen gegen die Störung der Beziehungen zum Ausland.

Nr.222 BRB vom 12. August 1941 betreffend Ergänzung der Verordnung über vorübergehende Milderungen der Zwangsvollstreckung.

Herr Stähli beantragt im Namen der Sektion I die Genehmigung aller fünf Beschlüsse, die in die Zuständigkeit des Justiz- und Polizeidepartements fallen.

Die Kommission stimmt diesem Antrag diskussionslos zu.

- 45 -

Bundeskanzlei.  
-----

Nr.229 BRB vom 9. September 1941 über die Abänderung der gesetzlichen Zeit.

Herr Stähli beantragt im Namen der Sektion I die Genehmigung dieses Beschlusses.

Die Kommission beschliesst widerspruchslos in diesem Sinne.

Der Vorsitzende: Damit sind alle Vollmachtenbeschlüsse, die Gegenstand des 5. Berichtes bilden, durchberaten.

Für die Nrn. 229 - 234 wird die Kommission dem Ratsplenium den Antrag auf Genehmigung stellen. Für eine spätere Beratung wird die Nr. 235 zurückgestellt (BRB vom 7. Oktober 1941 über die Aufbringung der Mittel für die Lohnausfallentschädigungen an Wehrmänner sowie für die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosenfürsorge).

Als Berichterstatter im Rate werden die Herren Sektionspräsidenten Stähli, Keller-Aarau und Oprecht bezeichnet.

### 3. Militärischer Vorunterricht. Konsultative Beratung.

(Fortsetzung).

#### Allgemeine Beratung.

Der Vorsitzende erinnert daran, dass sich die Kommission nur konsultativ zur Angelegenheit zu äussern habe.

Herr Rohr bemerkt, dass die Erziehungsdirektion des Kantons Aargau eine Eingabe an den Bundesrat gerichtet hat, in der sie Kritik an dem in der Vorlage vorgesehenen übermässigen Ausbau des Schulturnens übt. Die Bestimmung, wonach wöchentlich drei obligatorische Turnstunden anzusetzen sind und die Klassen nicht mehr als 30 Schüler aufweisen dürfen (Art. 4 und 5) ist für viele Kantone praktisch undurchführbar.

\*

\* \*

Der Vorsitzende stellt fest, dass nur noch 10 Kommissionsmitglieder den Beratungen folgen. Er protestiert gegen die Tatsache, dass zahlreiche Mitglieder die Sitzungen ohne Entschuldigung verlassen. Auf der einen Seite äussert man immer wieder den Wunsch, der Bundesrat möchte möglichst häufig wichtige Beschlüsse zur Konsultation vorlegen. Geschieht dies dann, so weist die Sitzung, wie heute, eine bedenklich geringe Frequenz auf. Dies wird in Zukunft anders werden müssen.

Herr Keller-Aarau nimmt an, dass diese Vorwürfe nicht an die Adresse der Anwesenden gerichtet sind.

Einige Kommissionsmitglieder kehren in den Saal zurück.

\* \*

\*

Herr Rohr kann sich namentlich mit dem letzten Absatz von Art. 22 nicht befreunden, wonach "bei militärischen Beförderungen die im Leistungsheft eingetragenen Leistungen ihrer Bedeutung entsprechend zu berücksichtigen sind". Er hält dafür, dass für einen Offizier die Charaktereigenschaften mindestens so wichtig sind wie die körperlichen Leistungen. Die Vorlage unterstreicht in einseitiger Weise die physischen gegenüber den moralischen Qualitäten.

Herr Keller-Aarau ergänzt die Ausführungen des Vorredners dahin, dass neben der Erziehungsdirektion auch die Militärdirektion des Kantons Aargau dem Bundesrat ihre Bedenken zur Vorlage

- 47 -

geäußert habe. Diese Bedenken richten sich namentlich gegen das Beschreiten des Vollmachtenweges. Der Redner liest einige Stellen aus der betreffenden Eingabe vor. Seine Schlussfolgerungen gehen dahin, dass der Gesetzesweg ohne Schwierigkeit beschritten werden könnte, da in ihrer heutigen Form die Verordnung gegenüber dem Referendum bestimmt zu bestehen vermöchte. Eine Gefahr liegt nicht im Verzug.

Der Vorsitzende (Herr Nietlispach) hat ebenfalls Bedenken gegen eine Lösung auf dem Wege des Notrechts. Dies deshalb, weil die Gesetzesvorlage vom 8. Juni 1940 in der Volksabstimmung abgelehnt worden ist.

Herr Müller-Aarberg: Die heutige Verordnung ist mit dem verworfenen Gesetz vom Sommer des letzten Jahres nicht vergleichbar. Es handelt sich um eine neue Verordnung, die der Volksmeinung weitgehend Rechnung trägt. Entweder sind wir noch im Stande, unsere Jugend sportlich auszubilden, oder wir lassen sie degenerieren. Der Redner tritt warm zugunsten des Entwurfes ein und befürwortet dessen Inkraftsetzung mittels der Vollmachten. Den Weg der ordentlichen Gesetzgebung wird man später beschreiten müssen, wenn es sich darum handeln wird, eine definitive Ordnung zu treffen.

Der Vorsitzende gibt bekannt, dass die Herren Bossi-Chur, Gadiant und Huber, die verreisen mussten, wissen liessen, dass sie sich im Falle der Anwesenheit zugunsten der Verordnung ausgesprochen hätten.

Herr Bundesrat Kobelt antwortet auf die vorgebrachten Kritiken. Er erklärt unter anderem, dass die zulässige Schülerzahl der Turnklassen von 30 auf 40 heraufgesetzt werden soll; das Militärdepartement soll überdies ermächtigt werden, in der Uebergangszeit organisatorische Erleichterungen zuzugestehen. Der Redner geht näher auf die Vernehmlassungen der verschiedenen Kantonsregierungen zur Vorunterrichtsvorlage ein. Es geht daraus hervor, dass sich nur drei Stände negativ ausgesprochen haben, während sich unter den befürwortenden solche befinden, die noch viel weitertragende Bestimmungen gewünscht hätten (z.B. St.Gallen).

Der Vorsitzende befragt die Kommission über ihre Einstellung zur Vorlage.

Von den anwesenden 13 Mitgliedern sprechen sich alle in zustimmendem Sinne aus.

Schluss der Sitzung und Session um 12 Uhr.

Der Protokollführer:

*G. Keel*



NATIONALRAT

Vollmachtenkommission.

Wohlen, den 13. November 1941.

Herrn Bundespräsident W e t t e r ,

B e r n .  
-----

Sehr geehrter Herr Bundespräsident,

Für die Sitzung der nationalrätlichen Vollmachtenkommission, die auf Mittwoch und Donnerstag den 19. und 20. d.M. angesetzt ist, habe ich als Traktandum neben dem 5. Vollmachtenbericht "Orientierungen durch den Bundesrat" vorgesehen. Dies veranlasst mich, Ihnen die Punkte zu unterbreiten, worüber mir solche Orientierungen heute erwünscht und zum Teil notwendig erscheinen.

1. Politische Lage der Schweiz. Die letzte Sitzung der nationalrätlichen Vollmachtenkommission, in der durch den Bundesrat eine Orientierung über die politische Situation unseres Landes erfolgte, liegt schon viele Monate zurück. Es wäre daher wertvoll, wenn, gerade im Anschluss an die Berichterstattung des vorübergehend nach Bern berufenen schweizerischen Gesandten in London, eine solche Orientierung wieder erfolgen könnte. Bei dieser Gelegenheit sollten neben der politischen Seite ebenfalls die Auswirkungen der internationalen Situation auf die künftige Versorgungslage unseres Landes eine einlässliche Erörterung erfahren.
2. Frage der Reduktion des Militäraufgebotes und der Einsparungsmöglichkeiten auf diesem Gebiet, unter spezieller Berücksichtigung der Bedürfnisse der nationalen Wirtschaft und des Mehranbaues. Schon der frühere Chef des Militärdepartements, Herr Bundesrat Minger, hatte die Vollmachtenkommission periodisch über die Erfordernisse der militärischen Bereitschaft orientiert, und auch Herr Bundesrat Kobelt gab in der Sitzung vom 26. Mai d.J. sehr wertvolle Erklärungen hierüber ab. Ich glaube, dass der Zeitpunkt gekommen ist, wo eine abermalige Orientierung über Stand und Bedürfnisse unserer Landesverteidigung geboten erscheint. Wie man leider feststellen muss, macht sich besonders in bäuerlichen Kreisen eine zunehmende Verbitterung bemerkbar. Sie wird damit in Zusammenhang gebracht, dass eine zu Jahresbeginn von höchster Stelle abgegebene Erklärung, es würden über die Zeit der landwirtschaftlichen Frühlings- und Herbstarbeiten die Landwirte vom Militärdienst möglichst befreit, nicht oder doch nur ungenügend verwirklicht worden sei. Dies habe notwendigerweise jene bedauer-

lichen Folgen zeitigen müssen, wie sie nicht eingehaltene Versprechen in der Oeffentlichkeit nach sich zu ziehen pflegten.

3. Angelegenheit der Denkschrift von Oberst Däniker "Feststellungen und Eindrücke einer Reise nach Deutschland". In früheren Sitzungen der Kommission wurde verschiedentlich der Antrag gestellt, der Bundesrat möge Aufschluss über den sog. "Fall Däniker", sowie über die politische Einstellung einzelner höherer Offiziere unserer Armee, erteilen. In einer der letzten Sitzungen wurde dann beschlossen, die Behandlung dieser Frage hinauszuschieben, bis gewisse Ergebnisse der im Gange befindlichen gerichtlichen Untersuchung vorlägen. Der Zeitpunkt scheint mir nun gekommen, wo die Kommission über den gegenwärtigen Stand der Angelegenheit Aufschluss erhalten sollte.

Indem ich Sie höflich ersuche, dem Bundesrat in seiner nächsten Sitzung von diesen Wünschen Kenntnis geben zu wollen, versichere ich Sie, sehr geehrter Herr Bundespräsident, meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Nietlispach

Präsident der nationalrätlichen  
Vollmachtenkommission.



EIDGENÖSSISCHES MILITARDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL  
 DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE

Bern, den 11. November 1941.

Kontroll-No.  
 No de contr.  
 No di contr.

68.9.R1/G.

An die Vollmachtenkommission des Nationalrates.

An die Vollmachtenkommission des Ständerates.

Bemerkungen zur Neuordnung  
 des Vorunterrichts.

Herr Präsident,  
 Sehr geehrte Herren!

I.

Nach Verwerfung des Bundesgesetzes vom 8. Juni 1940 über die Abänderung der Art. 103 und 104 des Bundesgesetzes vom 12. April 1907 betreffend die Militärorganisation (Einführung des obligatorischen militärischen Vorunterrichts) arbeiteten wir eine neue Verordnung über den Vorunterricht aus, weil bekanntlich jene vom 10. Juli 1928 den Bedürfnissen nicht mehr entspricht. Dass der Aufbau dieser neuen Verordnung auf dem Boden der Freiwilligkeit erfolgen musste, ergab sich aus dem Volksentscheid vom 1. Dezember 1940.

Wir gestatten uns, Ihnen die wesentlichsten Neuerungen kurz zu umschreiben: Die obligatorischen wöchentlichen Turnstunden in Primarschulen wurden von 2 auf 3 Stunden erhöht (Art. 5). Jene Kantone, die den obligatorischen Turnunterricht auch in den Mittelschulen einführen, kann der Bund durch Beiträge unterstützen (Art. 12). Der Bund kann auch die Bestrebungen der Hochschulkantone zur Förderung der Leibesübungen durch Beiträge unterstützen (Art. 20). Es ist beabsichtigt, den Jünglingen ein Leistungsheft abzugeben, in welches bis zur Entlassung aus der Wehrpflicht alles Wesentliche einzutragen ist, das sich auf seine körperliche Ausbildung bezieht (Art. 22). Die Durchführung des Vorunterrichtes in den Kantonen wurde den kantonalen Militärbehörden übertragen (Art. 28). Es sind Leiterkurse von 4 - 6 Tagen vorgesehen (Art. 36). Alljährlich werden Leistungsprüfungen durchgeführt, an denen jeder Jüngling teilnehmen kann (Art. 43). Die Leistungsprüfung am Ende der obligatorischen Schulzeit ist obligatorisch (Art. 9). Die Kantone erhalten für jeden Jüngling, der die Prüfung bestanden hat, einen Geldbetrag; ein Teil des Geldbetrages fällt jener Organisation zu, in welcher sich der Jüngling auf die Prüfung vorbereitet hat (Art. 46).

Nachdem der Jüngling jede Freiheit hat, wie er sich auf die Rekrutenschule körperlich vorbereiten will, musste die Möglichkeit geschaffen werden, um die gesunden aber körperlich

unvorbereiteten Jünglinge zu erfassen, d.h. die diensttauglich befundenen, welche aber die turnerische Rekrutenprüfung nicht bestanden haben. Es wurde deshalb für diese ein obligatorischer Kurs von 80 Stunden vorgesehen (Art. 48). Es sei hier aber hervorgehoben, dass dieser Kurs mit dem früher vorgesehenen Militärvorkurs nicht identisch ist, indem es sich hier um einen turn-sportlichen Kurs handelt. Im Zusammenhange mit diesem obligatorischen Kurs war es auch notwendig, einige Strafbestimmungen aufzunehmen (Art. 70 - 72).

## II.

Es stellte sich nun die Frage, ob für die Einführung des obligatorischen turn-sportlichen Vorunterrichtskurses eine Gesetzesänderung notwendig sei, ob sich ein Vollmachtenbeschluss empfehle oder ob ein gewöhnlicher Bundesratsbeschluss genüge.

Eingangs sei festgestellt, dass es sich hier um eine bundesrechtliche Angelegenheit handelt. In diesem Sinne bestimmt Art. 103 Abs. 3 MO: "Der Bund erlässt die Vorschriften über den vorbereitenden Turnunterricht." Durch diese Bestimmung sollte aber nicht etwa dem Bundesrat die Ermächtigung gegeben werden, die Frage des Obligatoriums des Vorunterrichts in dem ihm gut scheinenden Sinne zu entscheiden. Diese ist vielmehr in der Militärorganisation selbst in negativem Sinne entschieden worden. Nachdem nämlich die MO vom Jahre 1874 das Obligatorium eingeführt hatte, die Durchführung aber auf Schwierigkeiten gestossen war, hat die MO vom Jahre 1907 auf das Obligatorium bewusst verzichtet. Die Botschaft über die vom Volke im letzten Jahre verworfene Vorlage betr. die Einführung des obligatorischen militärischen Vorunterrichts erklärte denn auch, es werde zu diesem Zwecke eine entsprechende Aenderung der Militärorganisation vom Jahre 1907 notwendig sein (Bundesbeschluss 1940 I 6). Sie schlug hierfür eine Abänderung der Art. 103 und 104 MO vor.

Daraus ergibt sich, dass die Einführung des in Aussicht genommenen Obligatoriums, auch wenn dieses ganz bedeutend weniger weit geht als nach der vom Volke verworfenen Vorlage, nur durch eine Abänderung der MO, d.h. eines Bundesgesetzes möglich ist. Damit ist die Einführung auf dem Wege eines einfachen Bundesratsbeschlusses ausgeschlossen, sodass es sich nur noch fragte, ob ein Vollmachtenbeschluss möglich und empfehlenswert sei. Gemäss Art. 3 des Bundesbeschlusses vom 30. August 1939 hat der Bundesrat "Vollmacht und Auftrag, die zur Behauptung der Sicherheit, Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz, zur Wahrung des Kredites und der wirtschaftlichen Interessen des Landes und zur Sicherung des Lebensunterhalts erforderlichen Massnahmen zu treffen". Im vorliegenden Falle fragt es sich daher, ob ein Vollmachtenbeschluss nötig ist zur Behauptung der Sicherheit, Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz. Was unter dieser Notwendigkeit zu verstehen ist, dafür gibt die Botschaft vom 29. August 1939 einen Anhaltspunkt, indem es hier heisst, der Bundesrat benötige eine allgemeine Vollmacht, "um jederzeit diejenigen Massnahmen rechtzeitig treffen zu können,

- 3 -

die aus den Ereignissen erforderlich sind". Der Bundesrat fügt dann noch bei: "Wir werden uns bei der Handhabung dieser Vollmacht selbstverständlich an die Verfassung und die bestehende Gesetzgebung halten, soweit es möglich ist; aber es liegt im Sinne der ausserordentlichen Ermächtigung, dass wir nicht unter allen Umständen an diese Schranken gebunden sein können" (BBl 1939 II 214).

Es ist wohl anzunehmen, dass die in Aussicht genommene Vorlage den erwähnten Zwecken zu dienen geeignet sein wird; das ergibt sich aus der Prüfung der Vorlage selbst. Die Form einer Notverordnung wäre deshalb nur dann abzulehnen, wenn der ordentliche Gesetzgebungsweg zur Verfügung stände, ohne dass eine zweckmässige Lösung gefährdet würde. Bei zeitlicher Dringlichkeit dürfen jedenfalls die Vollmachten benützt werden. Weniger klar ist dies im Falle sog. sachlicher Dringlichkeit, wenn also für die ordentliche Gesetzgebung genügend Zeit wäre, dieser Weg aber aus sachlichen (z.B. politischen) Gründen nicht gangbar erscheint.

Es steht fest, dass die Kantone dringend vom Bunde erwarten, dass er in der Vorunterrichtsfrage neue Vorschriften erlässt. Schon haben die Kantone Zürich und Bern und andere eigene Wege beschritten und die Organisation der wehrhaften Jugend geschaffen. Wenn dieser Entwicklung weiterhin freien Lauf gelassen würde, so wäre der Bund bald aus seiner leitenden Stellung im Vorunterricht verdrängt und wir erhielten eine Vielheit von Systemen in einem Gebiete, in welchem der Natur der Sache nach eine einheitliche Leitung mehr denn je Not tut. Andere Kantone bleiben im Vorunterricht untätig, weil sie einfach vom Bund die neuen Vorschriften erwarten. Aber nicht nur die Kantone erwarten vom Bunde endlich eine neue Vorunterrichtsverordnung, auch die Verbände drängen auf rascheste Inkraftsetzung einer solchen, weil die Begeisterung für ein Arbeiten nach der alten Verordnung nicht mehr besteht und weil infolge der Volksabstimmung vom 1. Dezember 1940 eine grosse Unsicherheit Platz gegriffen hat. Gerade während des Aktivdienstes ist es sodann auch notwendig, dass der diensttauglich aber körperlich ungenügende Jüngling vor der Rekrutenschule noch körperlich ausgebildet und erzogen wird, damit nachher die ganze Zeit für die soldatische Ausbildung zur Verfügung steht. Diese kann nur dann systematisch und erfolgreich betrieben werden, wenn auf eine möglichst gleichmässige und zielbewusste körperliche Vorbildung aufgebaut wird.

Im Einvernehmen mit dem eidg. Justiz- und Polizeidepartement sind wir der Meinung, dass die Inkraftsetzung beigelegter Verordnung über den Vorunterricht durch Notverordnung als zulässig und auch notwendig sei und ersuchen Sie um Erteilung Ihrer Zustimmung. Eine möglichst rasche Antwort Ihrerseits würden wir Ihnen sehr verdanken, da die Verordnung bereits auf 1. Januar 1942 in Kraft gesetzt werden soll.

Wir sind natürlich gerne bereit, den Entwurf im Schosse der Kommission zu besprechen.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, sehr geehrte Herren, die Versicherung unserer vorzüglichen Hochachtung.

Zur Kenntnis  
an sämtliche Mitglieder des  
Bundesrates im Nachgange zu un-  
serem Schreiben vom 7.11.41.

Eidg. Militärdepartement:

